

Michel Pablo

**Révolution française,  
révolution soviétique,  
une comparaison**

1989

**Source :** *Sous le drapeau du socialisme*, de la Tendance marxiste-révolutionnaire internationale (TMRI), n° 1112-113, novembre-décembre 1989.

La notion de révolution est liée d'un côté l'irruption tumultueuse de larges masses dans l'arène politique, la vie politique, l'action politique directe, et d'un autre côté à la recherche d'un changement social radical.

Cette recherche n'est pas complètement consciente dans l'esprit des masses, qui se révoltent surtout parce qu'elles ne supportent plus le régime social existant et désirent abattre, même sans connaissance plus approfondie de ce par quoi le remplacer.

De ce point de vue les révolutions sont les événements de masse les plus importants dans l'histoire humaine, à côté des guerres. C'est pour cette raison que la révolution française des années 1789-1799 fut considérée à juste titre, dès son époque et jusqu'à la révolution d'octobre 1917, comme la plus importante révolution sociale de l'histoire.

Son importance fut cependant dépassée par celle de la révolution d'octobre pour la raison suivante : l'influence de la révolution russe s'est exercée non seulement en Europe, mais dans l'ensemble du tiers-monde, c'est-à-dire l'écrasante majorité de l'humanité actuelle.

Mais la comparaison entre les deux plus grandes révolutions sociales dans l'histoire de l'humanité ne se limite certes pas à ce seul point. La révolution française a mis un terme au pouvoir politique de la féodalité, qui avait commencé d'être miné graduellement depuis le 15<sup>e</sup> siècle en Hollande, en Angleterre, et dans d'autres régions européennes, alors qu'en Amérique l'esclavage des Noirs dans le Nord était aboli et que commençait le développement capitaliste de ce pays.

La révolution française qui, dans un sens, continue jusqu'à la fin du 19<sup>e</sup> siècle avec des reclassements politiques et non plus seulement sociaux, a marqué le commencement dans le monde entier de l'activité et de l'organisation politiques des masses. De cette évolution a surgi l'idée de partis politiques organisés, et particulièrement l'idée du parti révolutionnaire organisé. Dans une première phase le parti représente réellement les éléments et les couches les plus radicales de la société, mais dans une deuxième phase, quand il commence à systématiser l'idée qu'il est la « conscience », « l'avant-garde » de la révolution, il finit par se considérer lui-même comme l'expression idéologique des « intérêts généraux », qui ne sont essentiellement que les intérêts de la « direction » et de son chef, détachés de la société.

C'est là le processus classique de la mystification du parti révolutionnaire et de sa direction. Processus qui dans la révolution française a abouti au drame personnel des jacobins et de Robespierre en particulier, véritables « idéologues » et « incorruptibles » de la révolution, et qui dans la révolution russe aboutit également à l'extermination de ses protagonistes et à la domination du « stalinisme » : c'est-à-dire des idées, méthodes et intérêts de la bureaucratie du parti et de l'État, nouvelle catégorie sociale qui représente désormais la révolution dégénérée.

L'exemple des jacobins et du rôle qu'ils ont joué particulièrement dans la période 1793-1794, a une valeur historique plus générale, que les marxistes exaltent comme exemple de l'influence hégémonique de la minorité sociale la plus radicale sur les larges masses, rendant ainsi possible la maximalisation du radicalisme de la « révolution » conçue comme un mouvement de masse en quête d'un changement social radical. D'autres au contraire, particulièrement quelques historiens français contemporains, utilisent précisément cette phase « jacobine » de la révolution, identifiée avec la « terreur », et le nom de Robespierre pour condamner l'ensemble de l'opération révolutionnaire.

Il est connu qu'aussi bien Marx qu'Engels, comme plus tard Lénine, Trotsky et Gramsci, se sont occupés particulièrement du phénomène des jacobins et du jacobinisme, s'efforçant chacun d'éclairer un peu différemment sa signification et ses conclusions. Tous ont signalé l'unité quasi organique qui s'est instituée durant une courte période entre la passion révolutionnaire des masses surtout plébéiennes et le groupe des jacobins radicaux autour de Robespierre, qui tend à conduire la révolution au-delà de ses limites bourgeoises, vers le régime d'un pouvoir politique, d'une volonté politique, idéalisée de « l'État » considéré comme le principal organe de création d'une société composée par des citoyens idéaux, parfaits, désintéressés, et égaux du point de vue des droits.

Il s'agissait d'un moment historique de grâce, réalisant la fusion de la philosophie politique et de l'action, dont les buts justifiaient tous les moyens, y compris ceux de la phase de la « terreur » conçue comme une opération plébéienne indispensable pour que la révolution résiste et arrive à vaincre la totalité de ses ennemis de l'intérieur et de l'extérieur.

Au contraire, certains historiens français contemporains utilisent l'apogée du jacobinisme et de la « terreur » pour tenter de discréditer l'importance sociale et générale de la révolution française et de toute révolution sociale radicale. François Furet est le représentant caractéristique de telles conceptions. Ancien communiste, il considère maintenant que l'époque des révolutions est close en Europe, et que toute révolution est presque une déviation influencée par les idées des philosophes et des idéologues qui cherchent absolu, et qui surtout ne se déterminent pas par la lutte des classes, le

soulèvement et l'intervention violente inévitable des bases. Furet considère que la révolution française fut une « incroyable » rupture avec tout le passé national et culturel de la France, ce passé normalement devant conduire graduellement et pacifiquement à ce que fut en définitive la plus grande conquête de la révolution: l'idée de la démocratie et des droits de l'homme. Et c'est cette idée qui s'est imposée dans tout le monde occidental, fermant le cycle des « révolutions » conçues comme moyens d'un changement social radical violent. Toute déviation d'un tel cours conduit selon Furet au « despotisme » et à la « terreur » comme ce fut le cas avec la révolution française, mais également selon lui avec la révolution russe.

Toujours selon Furet, à la fin du 19<sup>e</sup>, comme l'idée de la révolution et du socialisme dérivait en quelque sorte des conquêtes démocratiques de la révolution française, à la fin de notre siècle, l'idée de la démocratie est l'avenir du socialisme. La démocratie ne s'acquiert pas par la violence et la terreur, mais par étapes et réformes.

Mais ces conceptions sont démenties par l'histoire objective du déroulement des événements aussi bien de la révolution française que de la révolution russe, dans lesquelles le rôle déterminant appartient non pas aux idées ni à la volonté des individus ou organismes dirigeants (des jacobins ou des bolcheviks), mais aux conditions objectives, à la révolte spontanée et à l'intervention violente des masses, dans les villes comme dans les campagnes, abolissant le régime social antérieur. Ce fait est aujourd'hui confirmé par des évolutions analogues dans le tiers-monde que les historiens de l'école de Furet préfèrent ignorer, précisément parce que ces évolutions ne cadrent pas avec leurs schèmes.

Il faut par contre souligner aujourd'hui un fait important : aussi longtemps que l'« avant-garde », individus ou parti, exprime la volonté et l'action révolutionnaire des masses, le recours à des méthodes de gouvernement comme la « terreur » est inévitable et nécessaire. Cependant à partir du moment où les masses considèrent avoir atteint leurs buts, ou parce qu'elles sont fatiguées et reculent dans la volonté de hisser la « révolution permanente » à des phases supérieures pour des buts lointains, l'avant-garde » doit suivre la volonté démocratiquement exprimée par les masses, quelle que soit cette volonté. Continuer à garder le pouvoir au nom de masses qui l'ont manifestement abandonné signifie recourir alors à un pouvoir minoritaire inacceptable et nécessairement dictatorial.

Lors de la révolution française, la rupture « avant-garde »-masses n'a pas eu le temps de se manifester ouvertement en raison de la chute prématurée de la dictature révolutionnaire des jacobins. Mais cette rupture avait commencé à agir, car les masses bourgeoises proprement dites avaient déjà trouvé leur satisfaction ainsi que les larges masses paysannes, seules les masses plébéiennes des villes restant insatisfaites, qui représentaient à l'époque une minorité historiquement incapable de dépasser la phase bourgeoise démocratique de la révolution.

Dans la révolution russe, la rupture survient avec la fin de la guerre civile, vers 1922, quand les bolcheviks passent à la NEP, une politique économique nécessaire afin de rétablir l'alliance ouvriers-paysans. Mais en même temps ils maintiennent l'interdiction de tout autre parti, plongeant dans l'inertie les soviets et les syndicats en tant qu'organismes de la démocratie socialiste indépendants du parti et de l'État, et ils suspendent même la démocratie dans leur propre parti. Ils entrent ici dans la voie du thermidor, non pas dans le sens de la révolution française qui déplace le pouvoir des éléments et des couches les plus radicales de la population vers les couches bourgeoises mais dans le sens d'un déplacement du pouvoir révolutionnaire vers la nouvelle catégorie du pouvoir bureaucratique conduisant à l'État bureaucratique, négation de toute évolution vers le socialisme.

La révolution française a porté son œuvre idéologique au plus haut sommet avec la Déclaration des droits de l'homme, qui sont incontestablement une conquête démocratique véritable et non

simplement formelle. La révolution russe a tenté dans ses premières années de donner un contenu social plus profond aux droits de liberté, d'égalité, de fraternité, en abolissant les distinctions liées à la propriété privée, en concédant un pouvoir politique substantiel aux couches les plus pauvres et négligées de la population, en élevant également leur niveau culturel. Il s'agissait de parvenir à une véritable déprolétarianisation matérielle et culturelle, inscrites dans l'abolition graduelle des distinctions de classe.

La révolution française n'a pu étendre les droits démocratiques aux colonies. Elle fut forcée d'abolir dans certains endroits l'esclavage, mais Robespierre à l'apogée de sa force n'a pas su convaincre la Convention d'abolir le système colonial. Cependant Marat, précurseur de la pensée anticolonialiste moderne, avait déclaré que la base de tout gouvernement libre est qu'aucun peuple ne saurait être dominé par un autre, qu'aucun peuple ne saurait avoir de lois non librement adoptées par lui-même, et que chaque peuple est souverain dans son pays et indépendant de toute autre force humaine.

La révolution russe a tenté de résoudre de manière essentielle la question nationale, et surtout elle s'est déclarée résolument contre l'impérialisme et le système colonial mondial. Elle a inspiré et guidé avec la Troisième Internationale les plus héroïques luttes anticoloniales, qui encore aujourd'hui sont conduites par des mouvements se référant à la révolution d'octobre.

La révolution française a au besoin d'un siècle pour voir se décanter ce que fut son sens historique principal, la consolidation d'un régime social bourgeois démocratique ; pour décanter celui de la révolution russe, la consolidation d'un véritable processus démocratique vers le socialisme, peut-être faudra-t-il un temps analogue.

Les deux révolutions furent des « révolutions permanentes » aux plans intérieur et extérieur. La révolution française n'a fait que consolider le régime social bourgeois dans toute l'Europe et internationalement. La révolution russe n'a pas su éviter sa dégénérescence bureaucratique, parce qu'elle est restée confinée dans un cadre national et qu'elle n'a pas su trouver à temps une base internationale, matériellement et culturellement développée.

Remarquons que ces considérations sont valables également pour la révolution chinoise, qui connaît des reclassements successifs, des « révolutions politiques » incessantes, et dont l'avenir dépend vraiment de la possibilité ou non qu'intervienne à temps un développement international.

L'avenir de la perestroïka soviétique qui est une sorte de « révolution politique par le haut », va être déterminé historiquement par son évolution possible, mais non encore certaine, soit vers une nécessaire deuxième révolution sociale destinée à donner le pouvoir politique aux masses, soit par une évolution de la perestroïka vers une graduelle restauration néo-bourgeoise.

Quand nous comparons aujourd'hui ces deux révolutions sociales majeures de l'histoire de l'humanité, nous devons les envisager globalement, sans préjugés, sans considérations moralistes de petits-bourgeois à leur aise, mais objectivement, comme des phénomènes sociaux de masse inéluctables, dans la genèse éruptive desquels s'entremêlent organiquement des facteurs principaux et secondaires, de nature matérielle et idéologique. Nous devons être en mesure d'établir l'importance objective de chaque facteur, mais également la dynamique de leur interaction comprise comme un tout, avec la certitude que comme dans la nature, les irrptions brusques et les sauts demeurent inéluctables : car dans la société, il est exclu que le développement se fasse indéfiniment de manière graduelle et pacifique. Cela signifierait que les contradictions sont à jamais éliminées et que la notion de « l'entropie » dans son sens philosophique plus général est supprimée. L'évolution, caractérisée par des « lois » spécifiques dans chaque cas, est un processus continu, complexe,

d'organisation et de désorganisation, non seulement de la matière physique, mais également de « matière » sociale.